

ST N°24/234

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE  
DE L'ANNEE 2024**

**ARRETE TEMPORAIRE CONCERNANT LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET  
DU STATIONNEMENT RUE CHARLES DE GAULLE**

**Le Maire d'Épône,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire ;

**Vu** le Code pénal notamment son article R. 610-5 ;

**Vu** le Code de la route et notamment ses articles L. 325-1 et suivants, ses articles R. 417-9, R. 417-10 ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière modifiés par les textes subséquents ;

**Vu** le règlement de voirie départementale ;

**Vu** l'arrêté municipal N° 22/059 du 10 mai 2022 portant opposition de transfert des pouvoirs de police spéciale du Maire au Président de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine Oise ;

**Vu** l'arrêté du Président de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise n°ARR2022\_113 du 13 juillet 2022, portant sur la renonciation du transfert des pouvoirs de police spéciale ;

**Vu** la demande du 3 octobre 2024, la société DEMENAGEMENTS BLANCHARD demeurant 49 rue Chef de Baie 17000 LA ROCHELLE sollicite la neutralisation de 2 places de stationnement au plus près du 20 rue Charles de Gaulle, à l'occasion d'un déménagement prévu le 24 octobre 2024.

**Considérant** que pour des raisons de sécurité, il est nécessaire d'instaurer des restrictions de stationnement.

**ARRETE**

**Article 1** : Le 24 octobre 2024, de 8h00 à 18h00, deux places de stationnement seront neutralisées au profit d'un véhicule de déménagement de 20 M3 autorisé à stationner au plus près du 20 rue Charles de Gaulle.

**Article 2** : Deux barrières seront mises à la disposition du demandeur, à charge pour lui de les installer et d'y afficher cet arrêté.

**Article 3** : Le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant au droit du 20 rue Charles de Gaulle le 24 octobre 2024. Les véhicules en infraction feront l'objet de verbalisation et de mise en fourrière selon la réglementation en vigueur.

**Article 4** : Le demandeur devra respecter toutes les directives suivantes :

- Assurer une pré-signalisation correcte par la pose de panneaux,
- Laisser un passage piéton sécurisé,
- La circulation des véhicules ne devra en aucun cas être entravée, notamment les véhicules d'incendie et de secours et éventuellement les véhicules de collecte des déchets ménagers.

**Article 5** : Dès l'achèvement, le demandeur sera tenu de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la voie, à la chaussée et au trottoir. La présente autorisation est révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige.



**Article 6** : La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements faits par l'autorité municipale.

**Article 7** : Le demandeur est dispensé de droits de voirie.

**Article 8** : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification) auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée, sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 9** : Le présent arrêté sera transmis à :

- Police Nationale de Mantes La Jolie,
- Police Municipale d'Epône,
- Société DEMENAGEMENTS BLANCHARD,
- Pour exécution ou information, chacun en ce qui le concerne.

EPONE (Yvelines)

Certifié exécutoire le présent acte  
Transmis à Monsieur le Sous-préfet  
Le **10 OCT. 2024**  
Et publié/affiché le  
**10 OCT. 2024**

Fait à Epône, le 08 octobre 2024

Ivica JOVIC



Maire d'Epône



Ivica JOVIC



Maire d'Epône

